

Pouvoir d'emprunt—Loi

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI DE 1984-1985 SUR LE POUVOIR D'EMPRUNT

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. MacLaren: Que le projet de loi C-21, portant pouvoir d'emprunt, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques.

M. Ron Stewart (Simcoe-Sud): Monsieur le Président, c'est reparti! Pour la huitième fois depuis les dernières élections, le gouvernement demande au Parlement de l'autoriser à emprunter encore de l'argent. Le montant sur lequel porte ce projet de loi sur le pouvoir d'emprunt est le plus imposant de l'histoire du Canada. Il y a un instant, le député d'en face a demandé si le gouvernement ne faisait pas quelque chose correctement. Non, monsieur le Président, il fait tout de travers.

Pendant la première session de la présence législature, le gouvernement est venu nous demander sept fois le pouvoir d'emprunter davantage. C'est vraiment un bilan remarquable en matière de gestion financière et de responsabilité.

Le 10 mai 1983, lors du débat sur le dernier projet de loi sur le pouvoir d'emprunt, j'ai fait remarquer que le gouvernement avait sollicité la Chambre seulement trois semaines après avoir déposé un budget qui gonflait de 31 milliards de dollars notre dette nationale, laquelle atteignait déjà le chiffre renversant, et je dis bien renversant, de 134 milliards. Avec ce projet de loi-ci, il veut alourdir ce fardeau de 14.7 milliards supplémentaires. Comme je viens de le dire, c'est reparti! Trois semaines après le budget, le gouvernement demande l'autorisation d'emprunter une somme presque équivalente à ce qu'était la dette nationale au moment où le premier ministre (M. Trudeau) est arrivé au pouvoir. La dette atteignait alors 31 milliards de dollars. Aujourd'hui, le gouvernement veut emprunter 29.55 milliards.

Au minimum, ce pouvoir d'emprunt devrait être réduit de moitié. Il ne devrait pas dépasser 15 milliards. Le gouvernement a encore 5 milliards dans ses coffres. C'est plus que suffisant pour permettre à ces gaspilleurs de tenir au moins jusqu'au 1^{er} novembre. Quel joli bilan pour le gouvernement! Quel bel héritage le premier ministre laisse à son successeur, à tous les Canadiens et aux générations futures! Nos enfants sont déjà complètement couverts de dettes. Voilà où nous en sommes.

Comme je l'ai dit, le gouvernement n'a pas vraiment besoin de cet argent puisqu'un nouveau chef de gouvernement—libéral, malheureusement—va entrer en fonction peu après le 17 juin, et que ce budget cessera alors d'être le budget du gouvernement. Les candidats à la direction du parti libéral ont déjà commencé à parler du gaspillage et de la propension du gouvernement à dépenser. Tous les deux se sont laissés prendre à ce piège l'autre jour. Nous avons entendu le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) les mettre en pièces. Le ministre de la Justice (M. MacGuigan) a déclaré que le gouvernement cherchait à régler les problèmes en balançant de l'argent à droite et à gauche. Le ministre d'État chargé du Développement économique et régional (M. Johnston) a remis en question l'universalité des programmes. Je ne parle pas de nous, mais du gouvernement. Nous sommes le parti de la libre entreprise avec une conscience sociale.

Que peut-il arriver au pays? Le nouveau chef pourrait se présenter devant les électeurs en août, ce qui entraînerait naturellement l'élection d'un nouveau gouvernement progressiste conservateur. Ou il pourrait attendre, tergiverser et finalement déclencher des élections en 1985. Dans ce cas, le nouveau chef n'aurait pas besoin d'argent à ce moment-là, puisqu'il devrait de toute façon présenter un nouveau budget. Le maximum que nous serions prêts à tolérer de ce côté-ci de la Chambre, c'est 15 milliards.

Le projet de loi C-21 autoriserait le gouvernement à emprunter jusqu'à 29.55 milliards supplémentaires. Sur le montant prévu du déficit, qui est de 29.6 milliards, le gouvernement doit emprunter seulement 25.55 milliards compte tenu de ses recettes non budgétaires qui totalisent 4.05 milliards. Il n'y a pas si longtemps que C. D. Howe demandait: «Qu'est-ce que un million?» Le C. D. Howe contemporain est notre premier ministre, P. E. «Qu'est-ce que un milliard?». Qu'est-ce donc que un milliard? Le député de Crowfoot (M. Malone) a donné sa définition personnelle. Pour ma part, j'aimerais donner aux Canadiens quelques exemples que réussira à comprendre même un premier ministre qui ne s'intéresse absolument pas à l'économie.

Il y a un milliard de minutes, le Christ était sur la terre. Il y a un milliard d'heures, nos ancêtres vivaient dans des cavernes. Au rythme où le gouvernement dépense de l'argent, 1 milliard de dollars ont disparu la semaine dernière. Que représente alors 31.5 milliards? Alignés les uns après les autres, cette quantité de billets de \$1 s'étendrait sur trois millions de milles, ce qui représente 304 allers et retours d'un bout à l'autre de la route transcanadienne ou six allers et retours entre la terre et la lune. Par ailleurs 31.5 milliards de billets de \$1, empilés les uns sur les autres, atteindraient une hauteur de 108 milles. S'il faisait des tas séparés, le gouvernement pourrait constituer 317 piles de billets de \$1 aussi hautes que la Tour du CN dans diverses villes canadiennes. La circonscription de Simcoe-Sud serait ravie de recevoir une de ces piles, vu qu'elle n'a pas obtenu un seul cent dans le cadre du programme spécial de création d'emplois, qui tient lieu de caisse électorale du parti libéral. C'est probablement pourquoi le gouvernement veut ces 15 à 19 milliards de dollars supplémentaires. Toutes ces tours pourraient être élevées en commémoration de l'irresponsabilité fiscale du gouvernement libéral. La Chambre n'a pas à me croire sur parole. Les députés n'ont qu'à lire les rapports du vérificateur général pour se rendre compte des dépenses effrénées, excessives et extravagantes qu'ont faites les gens d'en face au cours des années.

Le projet de loi C-21 n'est qu'une nouvelle preuve que le gouvernement a renoncé à rendre des comptes. Il n'a besoin que de 15 milliards et il brouille les pistes avec 29.55 milliards, comprenant un prétendu fonds pour éventualités de 4 milliards. On ne nous dit pas comment cet argent sera dépensé. Ces crédits seront-ils affectés à un de ces programmes de création d'emplois qui ne sont en réalité que des programmes de remplacement d'emplois? Ou serviront-ils à un autre programme d'initiatives locales grâce auquel chaque circonscription libérale aura encore droit à \$500,000? C'est un sauve-qui-peut en face. Le gouvernement voudrait nous faire passer pour